



Immeuble Quasar 1
16 rue Frédéric Japy
25200 MONTBELIARD

Tél. : 09 72 61 28 16

e-mail : p2baudit@exco.fr

« Fonds de Dotation Des Archives de la Famille Peugeot et des Familles Alliées »

Siège social :
Site de Terre Blanche
1 rue du Stade – 25310 HERIMONCOURT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Immeuble Quasar 1
16 rue Frédéric Japy
25200 MONTBELIARD

Tél. : 09 72 61 28 16

e-mail : p2baudit@exco.fr

**Fonds de Dotation des Archives de la
Famille Peugeot et des Familles Alliées**

**Fonds de dotation régi par la loi n°2008-776 du
4 août 2008 et le décret n°2009-158 du 11 février
2009**

**1 rue du Stade
25310 HERIMONCOURT**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Au Conseil d'Administration,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du « Fonds de Dotation Peugeot des Archives de la Familles Peugeot et des Familles Alliées », relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre Fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaires aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant décrit dans la note « Règles et méthodes comptables - Introduction » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences de l'application du nouveau plan comptable règlement ANC n°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment en ce qui concerne les fonds dédiés. Ces derniers sont indiqués dans la note de l'annexe aux comptes annuels « Règles et méthodes comptables – Rappel de faits marquants de l'exercice ».

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Administrateurs.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiements mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

.../...

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président du Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Fait à MONTBELIARD,
Le 02 juin 2026.**

Le Commissaire aux Comptes

SARL EXCO P2B AUDIT

Pierre BURNEL
Commissaire aux Comptes Associé

Membre de la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes de DIJON BESANCON

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes	276 826		276 826	153 855
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles				
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (II)	276 826		276 826	153 855
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 434		4 434	
TOTAL ACTIF (I à VII)	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances				
	Charges constatées d'avance	2 416		2 416	
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	79 705		79 705	171 862
	TOTAL (III)	86 555		86 555	171 862
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	363 381		363 381	325 717

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires	15 000	15 000	
	Fonds propres avec droit de reprise			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Ecarts de réévaluation			
	Réserves			
	Réserves statutaires ou contractuelles			
	Réserves pour projet de l'entité			
Autres				
Report à nouveau				
Excédent ou déficit de l'exercice				
	Total des fonds propres (situation nette)	15 000	15 000	
	Fonds propres consommables			
	Subventions d'investissement			
	Provisions réglementées			
	Total des autres fonds propres			
	Total des fonds propres	15 000	15 000	
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations			
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	302 159	300 770	
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes			
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public			
	Total des fonds reportés et dédiés	302 159	300 770	
Provisions	Provisions pour risques			
	Provisions pour charges			
	Total des provisions			
DETTES	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit			
	Emprunts et dettes financières divers (2)			
	Instruments financiers à terme			
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 154	7 123	
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales	3 068	2 823	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes			
Produits constatés d'avance				
	Total des dettes (1)	46 222	9 946	
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif			
TOTAL PASSIF		363 381	325 717	
(1)	Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	46 222	9 946	
(2)	Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	4 434	
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation conscriptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	35 600	330 500
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	16	13
	Total des produits d'exploitation	40 051	330 513
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	9 380	4 912
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	310	402
	Salaires	25 494	25 064
	Cotisations sociales	3 478	3 344
	Dotation aux amortissements et dépréciations		
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	1 388	297 934
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	1	3
	Total des charges d'exploitation	40 051	331 658
RESULTAT D'EXPLOITATION			(1 145)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION			
PRODUITS FINANCIERS	De participation		(1 145)
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		1 145
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers			1 145
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER			1 145
RESULTAT COURANT avant impôts			
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		40 051	331 658
TOTAL DES CHARGES		40 051	331 658
EXCEDENT ou DEFICIT			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS Période du 01/01/2025 au 31/12/2025
--

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de **363 381 euros** et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat de **zéro euro**.

L'exercice social du Fonds court sur une durée de 12 mois, débutant le 1^{er} janvier de chaque année pour se terminer le 31 décembre de la même année.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 02 juin 2026 par le Président du Conseil d'Administration du Fonds de dotation des archives de la famille Peugeot et des familles alliées.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'autorité des normes comptables du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les états financiers ont été établis également en conformité avec :

- le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 juin 1999 ;
- la loi n°83 353 du 30 avril 1983 ;
- le décret n°83 1020 du 29 novembre 1983 ;
- les règlements comptables :
 - 2000-06 et 2003-07 sur les passifs ;
 - 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs ;
 - 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Changement de réglementation comptable :

Les dispositions du règlement ANC précité sont applicables pour la première fois aux comptes sociaux de l'exercice couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Ce changement de réglementation se traduit par :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- La suppression de la technique de transfert de charges ;
- La modification du plan de comptes et l'introduction d'une nouvelle nomenclature ;
- De nouveaux modèles d'états financiers.

Au cours de l'exercice, le plan comptable de l'entreprise a été modifié afin de refléter les évolutions réglementaires et les besoins spécifiques de gestion avec la nouvelle définition du résultat exceptionnel et la suppression des comptes de transferts de charges.

Les états financiers sont présentés conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans le Règlement. Les modifications suivantes ont notamment été apportées :

- Regroupement des charges et produits exceptionnels, qui étaient présentés sur plusieurs lignes en 2024 sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles » ;
- Reclassements entre des lignes du bilan ou du compte de résultat. Par exemple :
 - Dans la colonne comparative 2024 du bilan 2025, les immobilisations en cours sont désormais regroupées avec les avances et acomptes, aussi bien pour ce qui concerne les immobilisations incorporelles que corporelles ;
 - Dans la colonne comparative 2024 du bilan 2025, la ligne « Charges constatées d'avance » est désormais parmi les éléments constituant la rubrique des « Créances » ;
- Reclassements liés à la suppression de la technique des transferts de charges en application de la disposition spécifique prévue par le règlement sur ce sujet. Ainsi, les transferts de charges constatés dans le compte de résultat 2024 seront présentés dans la colonne comparative 2024 dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions », rattaché au résultat d'exploitation.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou, le cas échéant, à leur coût de production. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire ou dégressif. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- constructions	15 ans
- installations générales, agencements, aménagements	5 à 10 ans
- matériel et outillage industriels	2 à 10 ans
- mobilier et matériel de bureau	3 à 10 ans
- matériel de transport	1 à 5 ans
- matériel informatique	3 ans

Charges à payer :

Le montant des charges à payer, parmi lesquelles peuvent figurer certaines charges considérées du point de vue de l'Administration Fiscale comme des « provisions » à condition de figurer sur un état spécial annexé à la déclaration du résultat. Cette récapitulation vaut état de fait.

Provisions pour risques et charges :

Conformément au règlement CRC 2000-06 appliqué à partir du 1^{er} janvier 2002, des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnelles

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de la structure.

Il est à noter que l'application du nouveau règlement n'a pas eu d'impact sur les comptes.

Rappel de faits marquants de l'exercice

- Mécénats reçus sur 2025 pour la somme de **35 600 €** ;
- Les fonds dédiés figurant au passif à hauteur de **302 159 €** correspondent à un report de dotation lié au décalage de la mise en œuvre de programme ;

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Néant

Actif circulant

Néant

Etat des créances

Néant.

Produits à recevoir

Néant.

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à **46 222 euros** et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Etat des dettes	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
• à 1 an au maximum à l'origine				
• à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dette financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	43 154	43 154		
Dettes fiscales et sociales	3 068	3 068		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAUX	46 222	46 222		

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à **4 434** et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Etat des créances	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Clients et comptes rattachés	4 434	4 434		
Créances fiscales et sociales				
Autres créances				
TOTAUX	4 434	4 434		

Faits caractéristiques de l'exercice

Un nouvel outil d'archivage est toujours en cours de déploiement avec l'appui de la société Vilt et des équipes du Fonds de Dotation pour la mémoire de l'histoire industrielle.
Cet outil a vocation à être utilisé par les deux Fonds de Dotation qui se trouvent à Hérimoncourt (23510) au 1 rue du Stade et fera l'objet d'une refacturation annuelle d'utilisation entre les deux entités.
Un flux est également matérialisé sur la participation des équipes du FDP MH I à la mise en place de cet outil.

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs – factures non parvenues	43 154
Dettes sociales	3 068
Total	46 222

Comptes de régularisation

Produits constatés d'avance

Néant.

Charges constatées d'avance

Néant.

Evénements postérieurs à la clôture

Un nouvel outil d'archivage est en cours de déploiement avec l'appui de la société Vilt et des équipes du Fonds de Dotation pour la mémoire de l'histoire industrielle.

Cet outil a vocation à être utilisé par les deux Fonds de Dotation qui se trouvent à Hérimoncourt (23510) au 1 rue du Stade et fera l'objet d'une refacturation annuelle d'utilisation entre les deux entités.

Un flux est également matérialisé sur la participation des équipes du FDPMI à la mise en place de cet outil.

• **Conflit Moyen Orient :**

L'escalade du conflit avec l'Iran marquée par les offensives américaines et israéliennes a provoqué un choc systémique et d'importantes répercussions sur les marchés financiers, sur les prix de certaines matières premières, et va impacter l'ensemble de l'économie mondiale.

Le risque de rupture dans la chaîne d'approvisionnement n'est pas à exclure, le Moyen Orient et la zone du Golfe étant des points de passage ou de production critiques pour des matériaux essentiels à l'économie mondiale. Le contournement du détroit d'Ormuz et de la mer Rouge allonge les délais de livraison de certaines matières premières et risque de faire exploser les coûts de fret.

Ces événements, par leurs natures et multiples conséquences possibles à court et moyen terme, constituent une source potentielle de risque et d'incertitude forte.

Pour le FDAFPFA, compte tenu de son activité, les risques directs restent limités. Les risques indirects économiques, financiers, politiques, géopolitiques pourraient quant à eux avoir des impacts au même titre que pour l'ensemble des acteurs économiques en général.

Le FDAFPFA ne peut à ce jour évaluer les conséquences indirectes de la crise au Moyen Orient sur son activité mais maintient sa vigilance quant aux impacts potentiels de cette situation sur ses résultats

Le Président du Conseil d'Administration
Monsieur Thierry PEUGEOT



